

RÉFUGIÉS AFRICAINS EN ALGÉRIE

La polémique enfle

Un débat bien sensible est désormais amorcé dans le pays. Suscité par la présence nombreuse de réfugiés subsahariens, le... racisme... est au cœur d'une polémique qui va en s'amplifiant, éclaboussant au passage des hommes politiques qui ne s'étaient encore jamais exprimés sur le sujet.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Deux camps bien distincts s'affrontent : les partisans d'ouverture et d'accueil en faveur des Africains ayant trouvé refuge sur le territoire algérien, et les autres, ceux pour lesquels cette présence est davantage considérée comme une menace, un danger sanitaire et sécuritaire qui vient en ajouter à la vie déjà bien difficile des Algériens. Ces derniers ont fait entendre leur voix très tôt au sein de la société.

Au cours de ces quatre dernières années, des événements incroyables se sont produits dans différentes villes d'Algérie. A Béchar, Tamanrasset, Ouargla et même sur les hauteurs d'Alger, des familles africaines, qui avaient débarqué depuis peu, ont été attaquées, lapidées et chassées des lieux par des Algériens qui leur reprochaient un mode de vie différent du leur. De nombreux blessés et deux morts (deux réfugiés de Béchar) ont été dénombrés.

A chaque reprise, un bilan était fourni par les services de sécurité qui, à l'époque, recevaient visiblement consigne de céder à la volonté des citoyens algériens en déplaçant les Subsahariens vers d'autres régions. Il en a été ainsi jusqu'au jour où l'Algérie décide de procéder à des opérations de rapatriement. Un tollé s'ensuit. Des organisations humanitaires internationales accusent l'Algérie de racisme. Des explications sont fournies aux autorités des pays concernés (Mali et Niger). Mais les opérations menées s'avèrent

rapidement inutiles. A peine rapatriés, les réfugiés reprenaient le chemin de l'exil vers la même destination. Au cours du mois de Ramadhan dernier, un afflux particulièrement important est remarqué. Les réfugiés atteignent un nombre tel qu'ils parviennent à reconstituer de véritables villages africains en pleine capitale. Apitoyés par leur sort, de nombreux citoyens algériens leur viennent en aide comme ils peuvent en leur fournissant notamment des denrées alimentaires.

Sur les réseaux sociaux, des commentaires peu décents continuent, cependant, de circuler. Visiblement gênés par une situation qui risque à nouveau d'attirer de sévères critiques au pays, le chef du gouvernement fait savoir que le dossier sera pris en charge de façon imminente. Trois semaines sont passées sans nouveauté. Sur le web, les commentaires racistes s'amplifient et choquent. Et au moment où l'on s'y attend le moins, un responsable politique, connu pour sa réserve, lâche un commentaire virulent sur le sujet. Ouyahia, SG du RND et directeur de cabinet du président de la République, considère que la présence des Africains est porteuse de «maladies, de drogue et de violence». Ses propos choquent et sèment aussi le doute sur la véracité d'une telle déclaration. Son parti, le RND, confirme. Ouyahia s'attire de sévères critiques assimilées à celles tenues quelques mois plutôt par Farouk Ksentini, ancien responsable de la



Les réfugiés ont reconstitué de véritables villages africains.

Photo : Samir Sid

Commission des droits de l'Homme. De la même manière, ce dernier s'était attiré la foudre des défenseurs des réfugiés subsahariens en les accusant d'être «porteurs de sida et trafiquants de drogue». Depuis, la polémique a enflé.

Hier, le Parti des travailleurs (PT) a transmis une déclaration où il se dit «horripilé par la campagne xénophobe qui cible les migrants du Sahel, arrivés dans notre pays pour fuir les guerres impérialistes et la famine». «Tout en saluant la solidarité agissante des citoyens algériens, poursuit le communiqué, le PT appelle à une prise en charge réelle des migrants conformément à une tradition séculaire de notre pays. Il exprime aussi son indignation devant le spectacle désolant aux relents de barbarie».

Le PT appelle, enfin, l'Etat à prendre ses responsabilités devant la tragédie qui frappe nos frères africains en scolarisant les enfants qui errent dans les rues

et villages du pays et en octroyant des permis de travail aux migrants (...) l'Algérie, qui a été La Mecque des révolutionnaires, ne saurait tourner le dos à une tragédie qui frappe nos frères africains et rappelle que la négritude n'est pas forcément liée à la couleur de la peau».

De la même manière, la Ligue algérienne des droits de l'Homme a réagi en se disant consternée par le discours ambiant, notamment lorsqu'il émane d'hommes politiques ou responsables censés donner l'exemple.

Le président de la Laddh tient également à préciser que ces migrants ont fait de l'Algérie une terre d'exil «par défaut», car «le rêve de la majorité d'entre eux est de se rendre en Occident. La fermeture des frontières au niveau des pays européens a rendu ce rêve impossible et ils ont donc décidé de s'ancrer en Algérie pour fuir la désertification, les guerres, la sécheresse et la

famine qui frappent leur pays».

Avocat, mais aussi militant des droits de l'Homme de longue date, Miloud Brahimi a également réagi sur le sujet en rappelant que «depuis que le monde est monde, l'histoire s'est faite avec des migrations permanentes». «Je suis scandalisé, dit-il, par certaines réactions à l'égard de ces migrants. Il faut avoir un cœur dur comme une pierre pour ne pas être ému par ces images de femmes errant dans les rues avec leurs enfants après une longue traversée du désert qui s'est faite, sans aucun doute, avec des dégâts considérables. Il est grand temps que soit mise en place une réelle politique de prise en charge de toutes ces personnes. Une prise en charge alimentaire, sanitaire, mais aussi la mise en place d'abris, de camps pourquoi pas... mais il faut aussi discuter avec eux pour prendre la décision ou non de rentrer chez eux.»

A. C.

MESSAHEL :

«Le gouvernement en phase de prendre des mesures urgentes»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a affirmé lundi à Alger que le gouvernement était en phase de «prendre des mesures urgentes» pour faire face au flux important de migrants clandestins, derrière lequel se cachent des «réseaux organisés», précisant que le phénomène constitue désormais «une menace pour la sécurité nationale».

En marge d'un atelier international sur «le rôle de la réconciliation nationale dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme», M. Messahel a déclaré à la presse que l'Algérie «suit de près le phénomène de l'immigration clandestine des Africains pour qui l'Algérie est devenue une destination», affirmant que le gouvernement était «en phase de prendre des mesures urgentes pour faire face à ce flux important de migrants clandestins derrière lequel se cachent des réseaux organisés» et constituant désormais «une menace pour la sécurité nationale».



Abdelkader Messahel.

Photo : Samir Sid

Cette menace «émane d'une mafia organisée comprenant des Algériens qui encadrent les opérations de migration clandestine vers l'Algérie après la fermeture de l'accès libyen du fait de la présence des forces étrangères et de représentants de l'Organisation internationale pour

les migrations (OIM)», a-t-il précisé. Il a ajouté que les réseaux de trafic humain sont en relation directe avec certains groupes terroristes et le crime organisé et que face à cette situation «il est de notre devoir en tant que gouvernement et Algériens de défendre la souveraineté et la sécurité de notre pays, et c'est aussi un droit», rappelant, à ce propos, les mesures prises à cet effet par certains pays européens. Réagissant aux déclarations de certaines ONG algériennes et étrangères et quelques partis politiques, M. Messahel a affirmé que «l'Algérie n'a pas à recevoir de leçon d'aucun individu, organisation ou parti politique, et ses enfants ont le devoir de la défendre», ajoutant que le gouvernement demeurerait «vigilant». «Les Algériens sont connus pour leur accueil chaleureux et leur esprit de fraternité mais ils sont cependant jaloux de la souveraineté et de la sécurité nationales», a-t-il dit.

Rappelant que l'Algérie a «des lois qui interdisent l'immigration clandestine sur son territoire», le ministre a précisé que

des conventions existent avec les pays d'origine comme le Niger et le Mali à la faveur desquelles sont périodiquement organisées des opérations de rapatriement. Des négociations sont en cours avec d'autres pays pour le rapatriement de leurs ressortissants dans le cadre des conventions internationales connues, a-t-il ajouté. Concernant les risques de l'immigration clandestine et ses liens avec le terrorisme, M. Messahel a tenu à préciser que «5 000 Africains» figurent parmi les combattants étrangers au sein des organisations terroristes, ajoutant que ce chiffre est «énorme». Il a rappelé, dans ce sens, les statistiques de l'ONU selon lesquelles les revenus de la contrebande s'élèvent annuellement à 800 millions de dollars, précisant que ces fonds sont utilisés pour le financement du terrorisme. Vingt millions d'Africains contraints de fuir le climat rude, le chômage et les conflits trouvent des difficultés à rejoindre l'Europe après la fermeture de tous les accès, a indiqué M. Messahel.

APS